

<https://archined.ined.fr>

La crise en Europe du Sud : vue d'ensemble

Valérie Golaz, Cécile Lefèvre et Jacques Véron

Version

Libre accès

Licence / License

CC Attribution - Utilisation non commerciale - Partage dans les
mêmes conditions 4.0 International (CC BY-NC-SA)

POUR CITER CETTE VERSION / TO CITE THIS VERSION

Valérie Golaz, Cécile Lefèvre et Jacques Véron, 2018, "La crise en Europe du Sud : vue d'ensemble".
Documents de travail, n°239, Paris : Ined.

Disponible sur / Available at:

http://hdl.handle.net/20.500.12204/AWXSU_3jT8lN2zFb8rwe

La crise dix ans après

Quels effets sur la conjoncture démographique
des pays d'Europe du Sud ?

Sous la direction de

Valérie Golaz, Cécile Lefèvre et Jacques Véron

La crise dix ans après

Quels effets sur la conjoncture démographique des pays d'Europe du Sud ?

Sous la direction de
Valérie Golaz, Cécile Lefèvre et Jacques Véron

[22 mai 2018]

Ce document de travail est le fruit d'une réflexion menée par les auteurs dans le cadre du projet de recherche de l'Ined intitulé « (Dés)équilibres démographiques, solidarités familiales et politiques sociales » (<https://intersocdemo.site.ined.fr/>). Ces contributions ont été présentées, discutées et travaillées au cours de deux ateliers de travail qui se sont en Grèce, le premier à Volos (18-19 mai 2016) et le second à Athènes (2-3 février 2018) et de séminaires en France, à l'Ined. Nous remercions pour leur soutien l'Ined, le Labex Ipops, l'université de Thessalie et l'Ecole française d'Athènes.

SOMMAIRE

Sommaire	p.1
Les auteurs.....	p.3
La crise en Europe du Sud : vue d'ensemble.....	p. 7
Valérie Golaz, Cécile Lefèvre et Jacques Véron	
La crise actuelle en Grèce et ses conséquences sur la population.....	p. 21
Byron Kotzamanis	
Inversement des tendances de la migration interne en Grèce pendant la crise.	p. 47
Stamatina Kaklamani	
Causes et tendances de la fuite de jeunes cerveaux pendant la crise en Grèce	p. 55
Marie-Noëlle Duquenne et Theodore Metaxas	
Les conséquences de la crise économique sur les comportements démographiques en Italie.....	p.63
Maria Carella et Frank Heins	
La crise actuelle en Espagne : conséquences démographiques et effets sur les politiques sociales.....	p.87
Julián López Colás et Francisco Zamora López	
La crise actuelle au Portugal : conséquences sur les tendances démographiques et les politiques sociales.....	p.111
Dulce Pimentel et Maria Cristina Sousa Gomes	

L'inversion des tendances migratoires au Portugal	p.137
--	--------------

Dulce Pimentel et Maria Cristina Sousa Gomes

Annexe bibliographique

Les effets de la crise sur les comportements démographiques.....	p. 153
---	---------------

Dominique Diguët

LES AUTEURS

Maria Carella

Démographe, maître de conférences en Statistique sociale et Démographie au Département de Sciences Politiques de l'Université de Bari, Italie, Maria Carella est docteur de recherche en « Economie de la population et du développement ». Ses principaux thèmes de recherche concernent les migrations internationales, les comportements sociodémographiques des familles en migration, la dynamique démographique et la transition de la structure par âge dans les pays du Bassin méditerranéen.

Dominique Diguët

Documentaliste, Dominique Diguët travaille au Service de la documentation, de la bibliothèque et des archives de l'Institut national d'études démographiques (Ined) à Paris depuis 1998. Elle coordonne la rubrique *Bibliographie critique* de la revue *Population* avec Francisco Muñoz-Pérez.

Marie-Noëlle Duquenne

Économiste, professeur au Département d'aménagement et de Développement Régional de l'Université de Thessalie, Marie-Noëlle Duquenne est membre du Laboratoire d'Analyses Démographiques et Sociales de la même Université. Parmi ses principaux champs d'intérêt, figurent l'analyse des diverses formes de mobilité, l'évaluation des inégalités socio-économiques au sein de l'espace ainsi que l'attractivité territoriale.

Valérie Golaz

Démographe, Valérie Golaz est chargée de recherche à l'Institut national d'études démographiques (Ined), en accueil au LPED (UMR 151 Aix-Marseille Université – IRD). Ses travaux portent sur les méthodes de recherche et sur les liens entre mobilité spatiale et soutien familial. Ses principales publications portent sur l'Afrique de l'Est et la France.

Frank Heins

Chercheur de l'Institut de Recherche sur la Population et les Politiques Sociales du Conseil National de Recherche italien (IRPPS-CNR), Frank Heins s'intéresse particulièrement aux aspects territoriaux des structures et dynamiques démographiques et socio-économiques de la population, ainsi qu'aux migrations internes et internationales.

Stamatina Kaklamani

Maître Assistant en Méthodes en Sciences Sociales et Statistique Sociale à l'Université de Crète, Faculté de Philosophie, Département de Philosophie & des Sciences Sociales (Rethymnon, Grèce), Stamatina Kaklamani est collaborateur scientifique du Laboratoire d'Analyses Démographiques et Sociales – (LADS, Université de Thessalie) depuis 2000. Ses travaux portent sur les méthodes de recherche sociale, les statistiques sociales appliquées à l'espace et la typologie des espaces ruraux. Elle s'intéresse particulièrement aux mutations des structures sociales et au développement sociodémographique de l'espace rural.

Byron Kotzamanis

Professeur de démographie au Département d'Aménagement du Territoire et de Planification Régionale de l'Université de Thessalie et Directeur du Laboratoire d'Analyses Démographiques et Sociales de l'Université de Thessalie (LADS), Byron Kotzamanis travaille sur les évolutions et tendances démographiques en Grèce et dans les Balkans, ainsi que sur la politique démographique, l'émigration, la fécondité et les projections démographiques. Il s'intéresse à la dimension spatiale des phénomènes démographiques dans l'ensemble de l'Europe.

Cécile Lefèvre

Professeur de sociologie et de démographie à l'Université Paris Descartes, Sorbonne Paris Cité, Cécile Lefèvre est chercheur au Cerlis et chercheur associé à l'Ined. Elle a travaillé de 2000 à 2009 à l'Ined, comme chercheur et comme responsable du service des Enquêtes et participe toujours à différents programmes de recherche avec l'Ined. Elle est spécialiste de la protection sociale en France, en Russie et dans les pays post-soviétiques. Depuis quelques années elle élargit cette recherche dans une perspective comparative à d'autres pays du Sud ou émergents.

Julián López Colás

Chercheur au Centre d'Estudis Demogràfics, Julián López Colás est docteur en géographie humaine (mention démographie) de l'Université Autonome de Barcelone. Il s'est spécialisé dans les questions liées à la démographie résidentielle et territoriale ; activité qui, au cours des dernières années, s'est conjuguée avec une participation à des projets européens sur la formation de la famille à travers le monde et les déterminants sociodémographiques du bien-être. Il contribue actuellement au projet "Stratégies familiales et réponses démographiques à la crise économique".

Théodore Metaxas

Économiste, Théodore Metaxas est professeur assistant en développement économique à la faculté de sciences économiques de l'Université de Thessalie. Ses principaux champs de recherche portent sur le développement régional et urbain, le développement touristique, la planification stratégique et la valorisation des ressources humaines mais également la compétitivité territoriale et le marketing territorial spécialement dans les régions du Sud et de l'Est de l'Europe.

Dulce Pimentel

Géographe, Dulce Pimentel est professeur au Département de Géographie et Aménagement Régional de l'Université Nova de Lisboa. Elle intègre le groupe de recherche « Systèmes de modélisation et d'aménagement » du laboratoire CICS.NOVA, unité financé par la Fondation pour la Science et la Technologie (FCT). Ses domaines de recherche portent sur la géo-démographie, les migrations et le développement régional et local au Portugal.

Maria Cristina Sousa Gomes

Démographe, Maria Cristina Sousa Gomes est professeur au Département de Sciences Sociales Politiques et du Territoire de l'Université de Aveiro et fait partie de l'unité de recherche GOVCOPP (Gouvernance Compétitivité et Politiques Publiques). Au cours de ces dernières années elle a participé à plusieurs projets de recherche dans le domaine de la Démographie à l'interface avec d'autres champs scientifiques, en privilégiant une approche régionale/locale.

Jacques Véron

Démographe, Jacques Véron est directeur de recherche émérite à l'Institut national d'études démographiques (Ined), à Paris. Ses recherches portent principalement sur les questions de développement, en privilégiant une approche systémique. Il s'intéresse aussi à la relation entre population et environnement et en particulier à la démographie des catastrophes.

Francisco Zamora López

Démographe et professeur de Sociologie à l'Universidad Complutense de Madrid depuis 2002, Francisco Zamora López est diplômé en démographie des universités de Bordeaux I et Paris V et docteur en Sciences Politiques et Sociologie par l'Universidad Complutense de Madrid. Il a travaillé, entre autres, à l'Insee, à l'Iedes et à l'OCDE à Paris, ainsi qu'à l'Institut de Démographie du CSIC (Consejo Superior de Investigaciones Científicas) à Madrid (1989-1993) et à l'Universidad Pública de Navarra (1996-2002). Ses recherches actuelles portent sur la fécondité, le vieillissement démographique et les aspects éthiques de la population.

LA CRISE EN EUROPE DU SUD : VUE D'ENSEMBLE

Valérie GOLAZ, Cécile LEFÈVRE et Jacques VÉRON

En 2007, la situation financière mondiale se dégrade fortement. La crise financière touche dans un premier temps les Etats-Unis et très vite elle se mue en crise économique affectant avec violence certains pays. D'économique, la crise devient sociale et, dans certains pays aussi, démographique.

Les pays de l'Union européenne sont touchés de façon très différenciée par la crise financière et économique, ceux d'Europe du Sud payant un lourd tribut du fait des mesures draconiennes, dites de « redressement » qui leur furent imposées par la *troïka* (Fonds monétaire international, Banque centrale européenne et Commission européenne). Face à une situation économique et financière très difficile, les populations des pays d'Europe du Sud ont réagi très diversement d'un point de vue démographique.

Ce sont les conséquences démographiques de la crise économique et financière amorcée en 2007 qui font l'objet de cette publication. Comment les individus et les familles ont-ils fait face à une conjoncture économique très dégradée en Italie, en Espagne, au Portugal et en Grèce? Les indicateurs démographiques disponibles nous apportent des éléments d'information sur les renforcements de tendance et les inversions qui marquent l'après crise dans ces pays du Sud de l'Europe. Le cas français est aussi considéré ici, même si la crise y a été moins forte que dans les autres pays.

Après un cadrage de la crise économique à l'échelle européenne, nous proposons ici une synthèse des conséquences de la crise économique dans le domaine de la démographie dans les pays du Sud de l'Europe. Les données d'Eurostat utilisées dans cette introduction permettent de comparer les indicateurs économiques et démographiques des pays européens.¹ Cette synthèse met en perspective les principaux résultats des éclairages nationaux qui suivent, en introduisant à cette occasion le cas de la France. Cette démarche nous amène à interroger les effets régulateurs des politiques sociales et des solidarités familiales, ainsi que, à l'inverse, les conséquences de la crise sur l'avenir des politiques sociales en Europe.

¹ Il faut néanmoins garder à l'esprit que les définitions sous-jacentes varient parfois d'un pays à l'autre ou d'une année à l'autre. Malgré tout l'intérêt que présentent ces différences, nous n'entrerons pas en détail ici dans les définitions utilisées. L'objet de cette introduction est simplement d'apporter une vue d'ensemble, Toutes les précisions nécessaires sont fournies dans les chapitres qui suivent, à partir des données de chaque pays.

Une crise financière puis économique

Née aux États-Unis au cours de l'été 2007, la crise financière se propage très rapidement « pour revêtir un caractère systémique et atteindre l'économie réelle » (Outin, 2013). La faillite de la banque Lehman Brothers en 2008 marque le début d'« une crise de confiance généralisée ».

Le calendrier de la crise économique aux États-Unis et en Europe est bien mis en évidence à partir de données trimestrielles (Eurostat, 2017). La figure 1 montre l'antériorité de la crise aux États-Unis avec une baisse, certes modérée, du PIB au premier trimestre 2008 puis, après un rebond, une diminution de plus de 2% au quatrième trimestre de 2008. La crise frappe l'Europe un trimestre plus tard et elle touche avec la même ampleur l'Europe des 28 et la zone euro : au premier trimestre de 2009 le PIB chute pour ces deux ensembles de près de 3%.

La crise en France est marquée par une chute du PIB de près de 4% en 2008, la plus forte chute depuis 1929, puis une reprise en 2010-2011 suivie d'une période d'atonie. La France fait désormais partie des pays dont la dette publique atteint environ 100% du PIB. En considérant l'année 2005 comme année de référence et en retenant des données annuelles, on peut voir que c'est en 2009 que la crise est, au vu du PIB par habitant, la plus intense, qu'il s'agisse de l'Europe des 28 ou des pays d'Europe de l'Ouest ou du Sud (figure 2). Si les profils d'évolution sont comparables pour la majorité des pays considérés dans la figure 2, la Grèce et l'Irlande se distinguent fortement des autres, ce premier pays par une situation toujours plus défavorable et le second par une situation beaucoup plus favorable en 2014 et 2015.

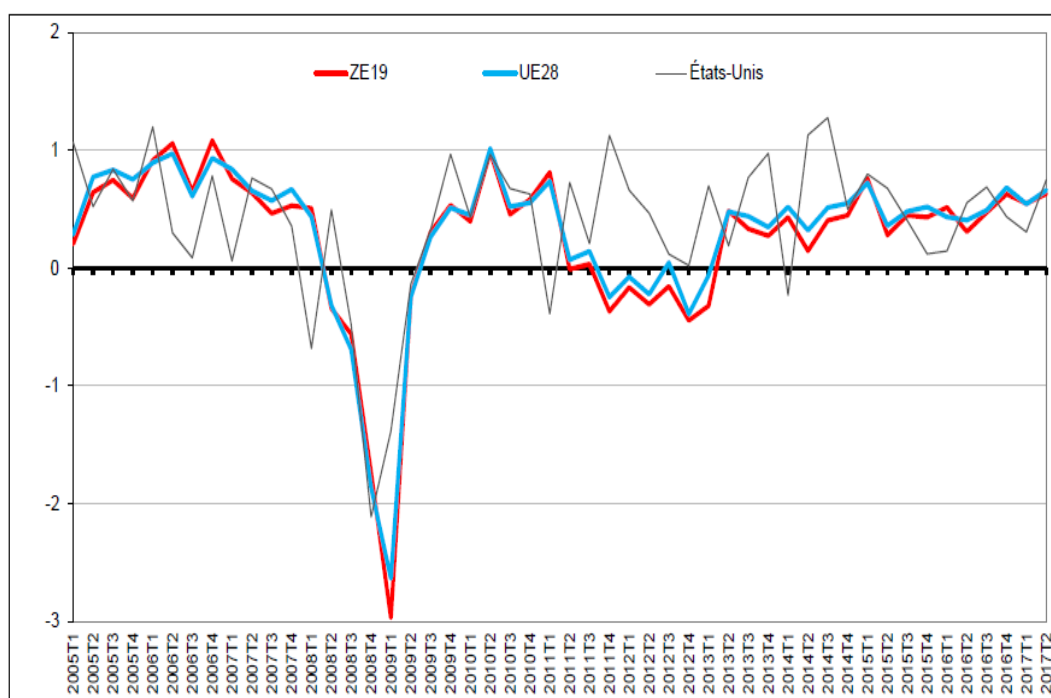


Figure 1. Taux de croissance du PIB de l'UE28, de la zone euro et des États-Unis
Source : Eurostat, 2017.

L'intensité de la crise n'est pas la même dans tous les pays d'Europe du Sud (tableau 1). L'évolution du PIB par habitant en standards de pouvoir d'achat (SPA), exprimé par rapport

à la moyenne de l'Union européenne (EU28) fixée à 100 permet d'apprécier la situation relative des pays chaque année. Les évolutions de cet indice montrent que la France se situe toujours dans une situation plus favorable que l'Union européenne des 28 au cours des années 2006-2016 alors que tous les pays d'Europe du Sud vont connaître au cours de la décennie 2010 une situation plus défavorable que la moyenne européenne, avec des valeurs minimales atteintes en 2015 : indices respectifs de 95 en Italie, 91 en Espagne, 77 au Portugal et 69 en Grèce.

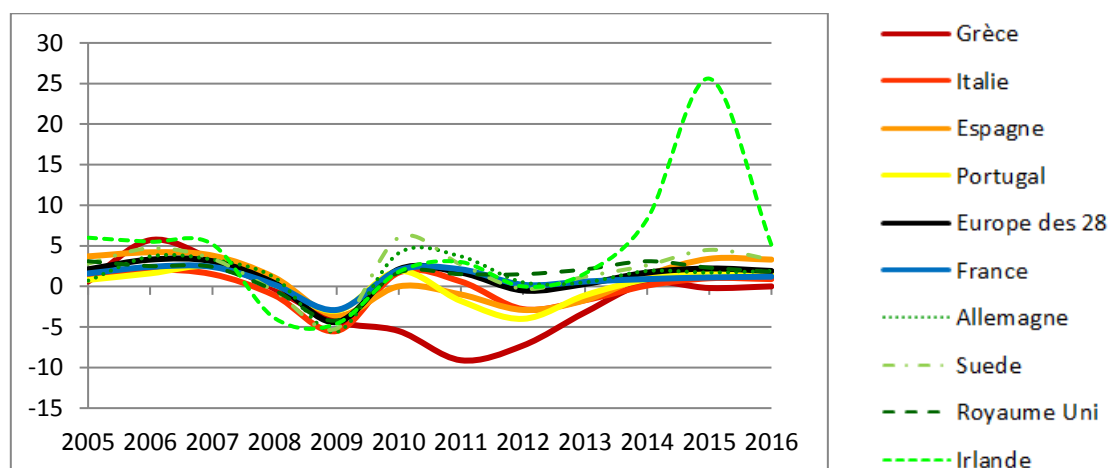


Figure 2. Croissance du PIB par habitant (en %)

Source : Eurostat

Tableau 1. Evolution du PIB par habitant en standards de pouvoir d'achat (SPA), exprimé par rapport à la moyenne de l'Union européenne (EU28) fixée à 100.

Années	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Pays											
Espagne	103	103	101	100	96	93	91	89	90	91	92
France	109	108	107	108	108	108	107	108	107	105	104
Grèce	96	93	93	94	85	75	72	72	72	69	68
Italie	108	107	106	106	104	104	102	98	96	95	97
Portugal	83	81	81	82	82	77	75	77	77	77	77

Source : Eurostat

La situation sur le marché du travail se dégrade en 2008 dans l'Europe des 28 dans son ensemble mais aussi dans les pays d'Europe de l'Ouest et du Sud.

En France l'emploi a suivi les mêmes évolutions que le PIB et est resté stable sur la période 2012-2015, ce qui résulte d'un double mouvement, de croissance du taux de chômage d'une part, en particulier chez les jeunes (23,4% des 15-24 ans sont concernés), et d'un prolongement de l'activité des plus âgés. Le chômage des jeunes s'accroît alors, même si nombre de jeunes poursuivent des études par défaut d'emploi (et ne sont donc pas comptabilisés). L'emploi des 55-64 ans, lui, ne cesse d'augmenter, en particulier du fait de la fin de l'accompagnement de la sortie d'activité précoce. De manière inédite, le taux de chômage des hommes est alors supérieur à celui des femmes (les hommes ayant été plus touchés par la contraction de l'intérim et l'impact de la crise dans le secteur de la construction). La France se distingue peu de l'Italie pour ce qui est de l'emploi, tant masculin que féminin.

Les taux de chômage des hommes progressent pour avoisiner 25% en 2013 et dépasser même légèrement cette valeur en Espagne (figure 3). Le Royaume Uni, l'Allemagne et la Suède se distinguent par des taux de chômage masculins qui restent inférieurs à 10% ; en Allemagne le taux de chômage des hommes, qui a accusé une très légère hausse en 2009, connaît ensuite une diminution assez régulière pour se situer à moins de 5% en 2016. Tous les pays d'Europe du Sud connaissent une dégradation de l'emploi masculin au début de la décennie 2010 mais la situation de l'emploi reste moins défavorable en Italie. La dégradation de l'emploi féminin est plus marquée encore (figure 4). Le chômage explose littéralement en Espagne et en Grèce. Alors que le chômage féminin avait diminué en Espagne jusqu'en 2007 et en Grèce jusqu'en 2008, il ne cesse de progresser par la suite pour culminer en 2013 avec des valeurs de près de 27% en Espagne et de plus de 31% en Grèce.

Au sein de l'Europe du Sud, au vu des statistiques de chômage, c'est en Grèce et en Espagne que la situation est la plus défavorable et en Italie qu'elle l'est le moins. La crise de 2007-2008 a particulièrement affecté la situation des jeunes sur le marché du travail comme l'attestent le tableau 2 et la figure 5.

Alors qu'en France, après une hausse en 2009, le taux de chômage des jeunes âgés de 15-24 ans, certes élevé, reste stable avec une valeur plafonnant à 25% de la population active de ces mêmes âges, partout en Europe du Sud les taux de chômage des jeunes explosent littéralement. En 2009, en Espagne, 38% des jeunes sont au chômage et la proportion de chômeurs au sein de la population active continue d'augmenter par la suite pour plafonner à une valeur de 55,5% en 2013. Une diminution s'amorce par la suite. En Grèce la situation des jeunes sur le marché du travail se dégrade un peu plus tardivement qu'en Espagne mais le taux de chômage des 15-24 ans progresse ensuite très rapidement pour dépasser 58% en 2013. En Italie et au Portugal la progression du taux de chômage des jeunes est plus lente mais en Italie la situation des jeunes sur le marché du travail se dégrade jusqu'en 2014, avec 42,7% tandis qu'au Portugal la situation de l'emploi des jeunes s'améliore à partir de 2013.

Tableau 2. Evolution du chômage des jeunes de 15-24 ans (en %)

Pays	Années									
	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Espagne	18,1	24,5	37,7	41,5	46,2	52,9	55,5	53,2	48,3	44,4
Portugal	24,4	21,6	25,3	28,2	30,2	38	38,1	34,7	32	28,2
Italie	28,4	21,2	25,3	27,9	29,2	35,3	40	42,7	40,3	37,8
Grèce	22,7	21,9	25,7	33	44,7	55,3	58,3	52,4	49,8	47,3
France	19,5	19	23,6	23,3	22,6	24,4	24,9	24,2	24,7	24,6
Source : Eurostat										

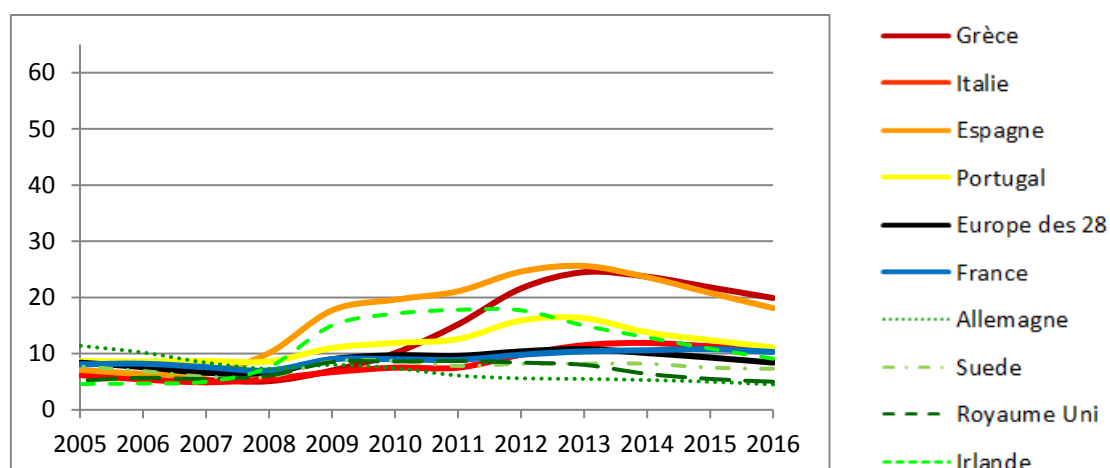


Figure 3. Taux de chômage des hommes
Source : Eurostat

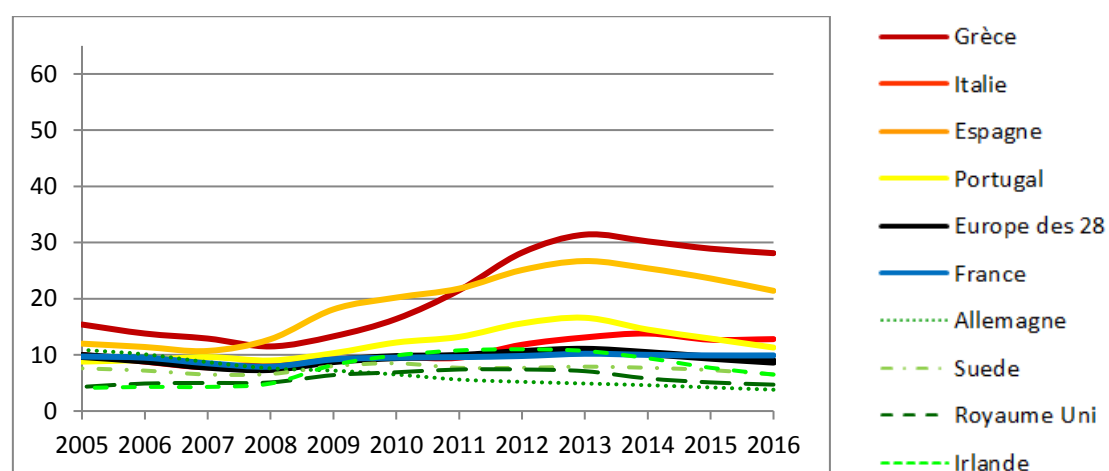


Figure 4. Taux de chômage des femmes
Source : Eurostat

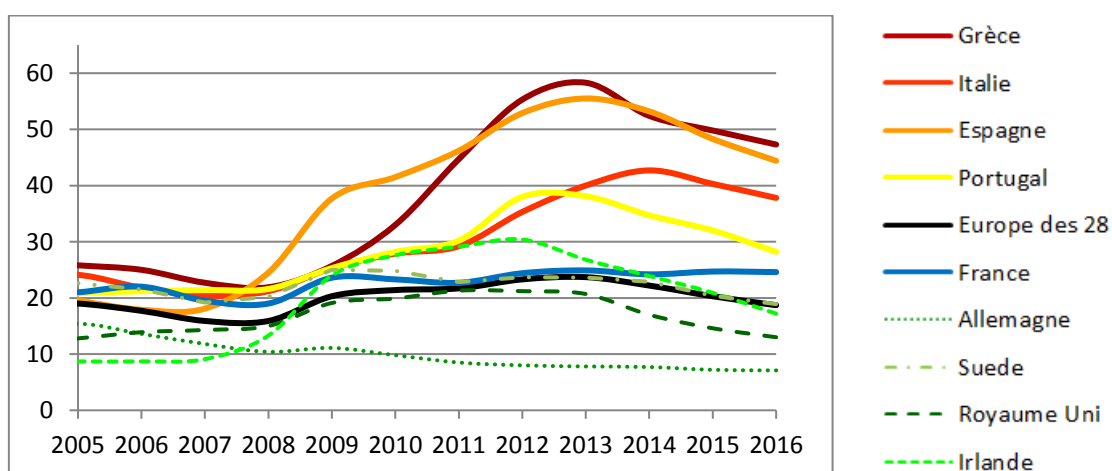


Figure 5. Evolution du taux de chômage des jeunes de 15-24 ans (en %)
Source : Eurostat

Une crise sociale. Une crise démographique ?

En France, un rapport récent de l'Unicef souligne un accroissement du nombre d'enfants pauvres (Unicef, 2016). Les chiffres sur la pauvreté ne permettent cependant pas, en Europe, de distinguer une véritable paupérisation de la population en lien à la crise, car c'est la pauvreté relative qui est mesurée. En revanche, d'autres indicateurs illustrent clairement la profondeur de la crise sociale. Elle apparaît clairement dans les évolutions d'un indicateur tel que la proportion de jeunes de 18 à 24 ans en risque de pauvreté ou d'exclusion sociale (figure 6), qui prend en compte la pauvreté monétaire mais aussi les situations de privation matérielle et l'intensité du travail. A partir de 2007-2008, cet indicateur augmente dans l'ensemble des pays d'Europe du Sud. En Italie, en Espagne et au Portugal, les évolutions sont proches jusqu'en 2013 même si les niveaux diffèrent. En Grèce la progression à partir de 2009 de la proportion de jeunes de 18 à 24 ans en risque de pauvreté ou d'exclusion sociale est spectaculaire, avec le seuil de 50% dépassé en 2013 et 2014. Dans les années récentes les évolutions s'inversent. La situation française se distingue radicalement de celle des pays d'Europe du Sud puisque la part des jeunes exposés au risque de pauvreté et d'exclusion sociale ne s'accroît que pour l'année 2010 avant de diminuer assez régulièrement par la suite. Si la pauvreté monétaire apporte une contribution majeure à cet indicateur dans l'ensemble de ces pays, d'autres composantes interviennent également fortement. C'est le cas en Italie et en Grèce, des privations matérielles et en Espagne de la faible intensité du travail (Beffy, Clerc et Thévenot, 2014, p.32).

Pour ce qui des personnes en âge de fin d'activité (50-64 ans), le risque de pauvreté tend à s'accroître aussi bien dans l'Europe du Sud que dans l'Europe des 28 et en France (figure 7). Même si là encore, la Grèce apparaît particulièrement touchée, globalement la situation des personnes de ces âges est moins défavorable que celle des jeunes.

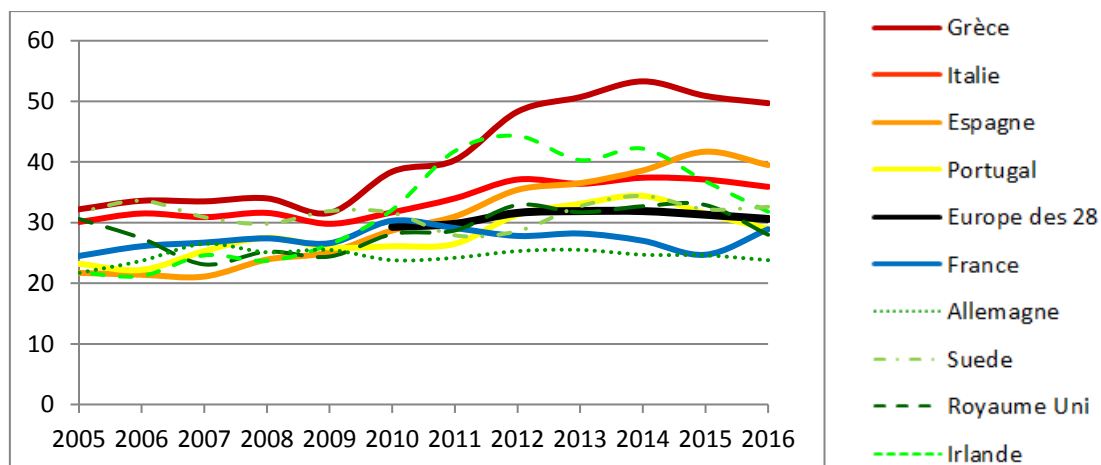


Figure 6. Proportion de jeunes de 18 à 24 ans en risque de pauvreté ou d'exclusion sociale
Source : Eurostat

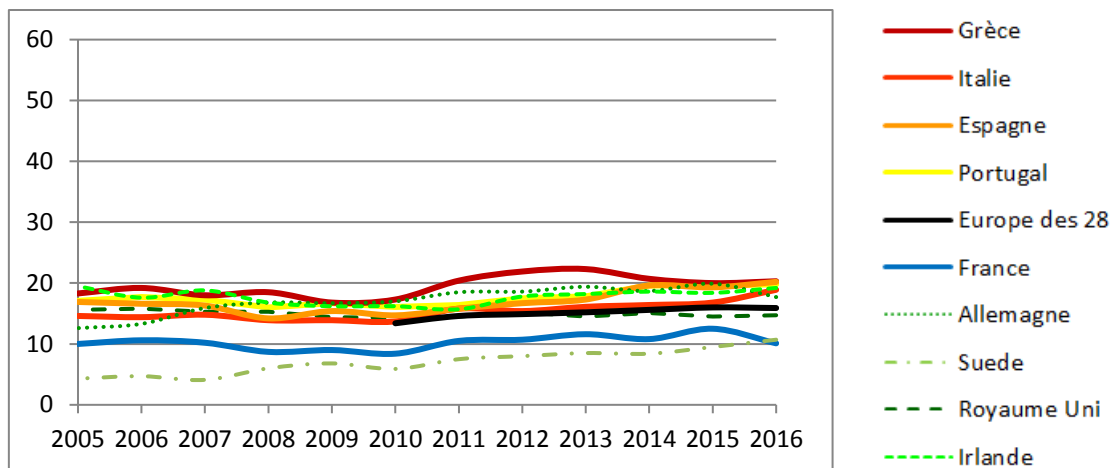


Figure 7. Taux de risque de pauvreté ou d'exclusion sociale des 50-64 ans
Source : Eurostat

La crise financière a induit une crise économique qui s'est traduite aussi par une crise sociale. Mais dans quelle mesure celle-ci est-elle à l'origine d'une crise démographique ? Il convient d'examiner tous les phénomènes démographiques : formation des unions, fécondité, santé et mortalité, changements résidentiels. Un lien a été établi en France, sur un demi-siècle, entre évolution du nombre des naissances et croissance du PIB (figure 8). L'analyse de la relation entre évolution de la situation économique et sociale d'une part, conjoncture démographique d'autre part ne saurait cependant se limiter à une comparaison directe entre courbes. Les conséquences démographiques de la crise ne sont pas forcément immédiatement visibles ; il peut y avoir des effets retards et des effets de compensation. La part doit ainsi être faite entre évolution du calendrier des naissances et baisse de la descendance finale des générations par exemple.

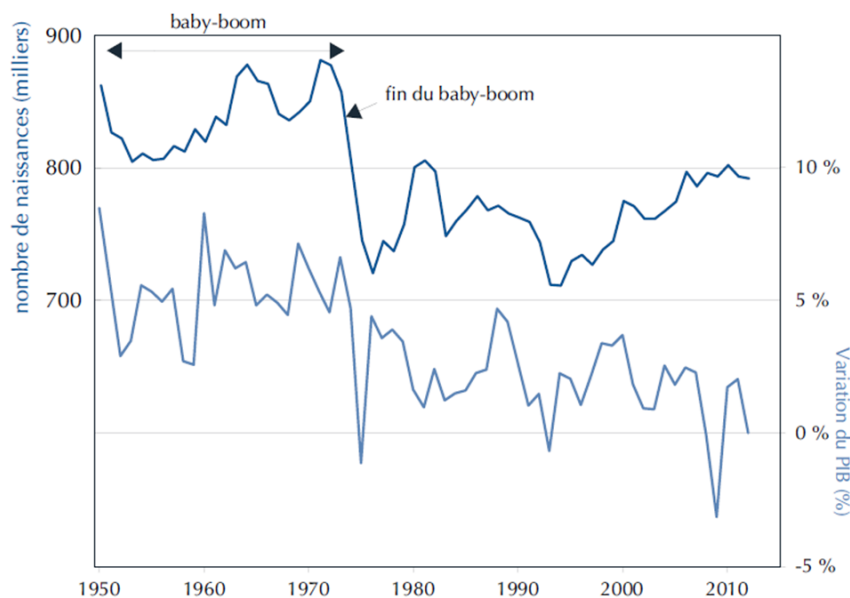


Figure 8. Naissances et variations du PIB en France.
Source : Insee et Pison, 2011

Il convient également de distinguer des tendances lourdes, de plus long terme, comme la diminution de la nuptialité, de celles directement liées aux difficultés économiques des dix dernières années.

Il peut ne pas y avoir simultanéité entre phénomènes mais tout de même une relation directe ou indirecte. C'est ce qui a des grandes chances de se passer pour la mortalité. La crise économique et sociale ne fait pas varier de manière immédiate la mortalité même si les conditions sanitaires se dégradent, même si l'accès aux soins devient de plus en plus difficile. L'état de santé d'une population peut se détériorer sans qu'un indicateur de morbidité et *a fortiori* de mortalité ne permette d'en rendre compte. Une nette dégradation de la situation sanitaire ne peut à terme qu'avoir un effet sur la mortalité mais ce retard fait que l'établissement d'un lien entre ces phénomènes s'avère plus problématique.

Comme le cas du Portugal, développé par Maria Cristina Sousa Gomes et Dulce Pimentel l'illustre parfaitement, la mobilité spatiale des populations « répond » beaucoup plus rapidement et plus directement que les autres phénomènes démographiques à la détérioration des conditions économiques et en particulier à la montée du chômage. On peut en venir très rapidement à quitter un pays où les perspectives d'emploi sont très limitées pour un autre résistant mieux à la crise.

Il existe des spécificités des pays expliquant que les réactions démographiques à la crise économique et financière ne soient pas identiques. Elles se déclinent de différentes manières, selon le phénomène démographique observé.

Crise et formation des unions

On peut s'attendre à ce que la crise retarde la formation des unions. Les difficultés rencontrées sur le marché du travail, exposition au chômage ou tendance des employeurs à substituer des contrats temporaires à des contrats permanents sont défavorables à la formation des unions. En période de fort chômage les jeunes peuvent décider de prolonger leurs études ce qui peut les maintenir en état de dépendance économique par rapport à leurs parents. La cohabitation avec les parents peut aussi se prolonger. Néanmoins, l'effet de la crise sur la conjoncture démographique de la France ne se perçoit pas sur les statistiques des mariages

En Italie, comme le montrent Maria Carella et Frank Heins, la tendance des célibataires à se marier est à la baisse depuis 1972 mais avec la crise la diminution de l'indice de primo-nuptialité des hommes et des femmes s'intensifie. Près de la moitié de la réduction du nombre des mariages entre conjoints de nationalité italienne de la période 1992-2014 se produit entre 2008 et 2014. A l'inverse, en dépit de la crise, le nombre et la fréquence des mariages avec au moins une personne divorcée augmentent.

Isoler un « effet crise » dans l'évolution de la nuptialité italienne n'est pas aisée comme le montrent bien Maria Carella et Frank Heins, car la cohabitation hors mariage a progressé depuis les années 1990. La cohabitation hors mariage s'est intensifiée avec la crise (« l'instabilité économique a favorisé la hausse de la cohabitation pré-nuptiale de longue durée ») mais les situations de cohabitation plus fréquentes n'ont pas compensé la baisse de la nuptialité. La crise aurait un « effet amplificateur » sur la baisse de la nuptialité. La crise, mais pas elle seule, favorise une transition vers l'âge adulte, considérée sous l'angle de la cohabitation avec les parents, plus tardive.

En Espagne l'effet de la crise sur la nuptialité est sensible avec une diminution du nombre des mariages marquée après 2008. Pour les ruptures d'union, les effets tensions accrues au sein du couple en lien avec la crise et coût relatif plus élevé du divorce semblent se

compenser dans les premières années de la crise. Mais, comme le font remarquer Julián López Colás et Francisco Zamora López, l'absence de statistiques sur les unions libres ne permet pas d'avoir une vision exacte de la façon dont la crise agit sur la formation des unions.

Au Portugal, comme dans les autres pays d'Europe du Sud, il importe de bien distinguer la tendance de long terme de baisse de la nuptialité de possibles variations conjoncturelles liées à la crise économique. Il est à noter que plus de la moitié des mariages concernent des personnes déjà en couple avec une résidence commune et que la détérioration des conditions de vie a favorisé un report des mariages. Mais là encore, il faudrait pouvoir suivre l'évolution des unions.

Une situation généralisée de très basse fécondité

Au regard de la fécondité, la situation est particulièrement contrastée entre la France et les pays du sud de l'Europe.

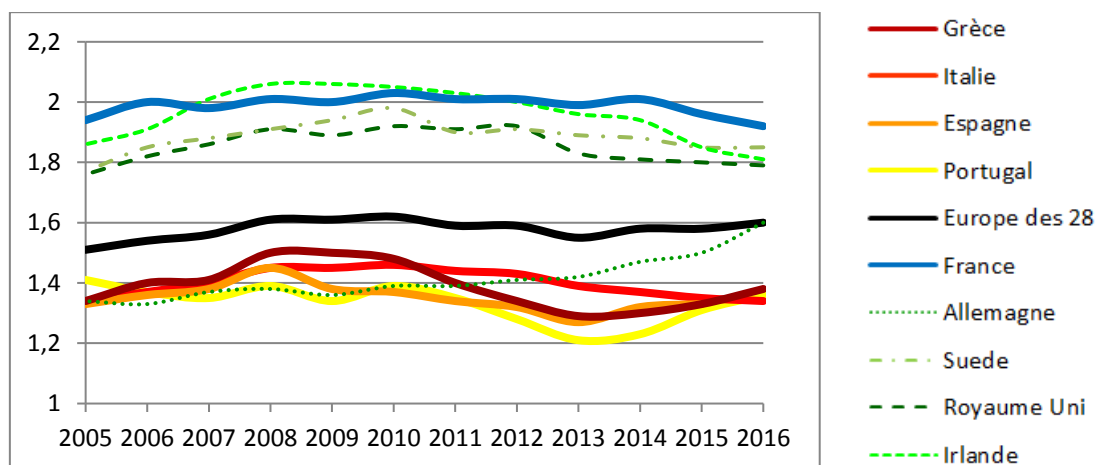


Figure 9. Evolution de l'indice conjoncturel de fécondité (ICF)

Source : Eurostat

Après un point bas au milieu des années 1990, l'indice conjoncturel de fécondité reste en France proche de 2 enfants par femme de 2005 à 2014. Dans les autres pays le nombre moyen d'enfants par femme est déjà très bas en 2005, avant la crise (figure 9). Il est de 1,4 enfant par femme au Portugal et moindre encore dans les autres pays d'Europe du Sud. Il remonte ensuite légèrement jusqu'en 2008, année à partir de laquelle il se met à décroître pour passer par un minimum en 2013. La fécondité la plus basse est alors observée au Portugal avec une moyenne de 1,2 enfant par femme ; l'indice espagnol est de 1,27 et celui de la Grèce de 1,29. A partir de 2013, la fécondité remonte au Portugal, en Espagne et en Grèce alors qu'elle continue de diminuer en Italie. L'âge à la première naissance croît régulièrement depuis les années 1970 ; cette évolution s'inscrit dans le temps long. De la même façon que les naissances ont évolué parallèlement aux variations du PIB en France sur la longue période (figure 8), la fécondité, en Grèce par exemple, suit de manière remarquable l'évolution du PIB. La fécondité évolue aussi en raison inverse du taux de chômage des femmes âgées de 15 à 39 ans, comme le montre bien Byron Kotzamanis. Ces évolutions suggèrent l'existence d'une crise démographique en réponse à la crise économique. Toutefois il faut entrer plus dans le détail comme on le verra à propos de la fécondité grecque, car les femmes en âge de procréer peuvent réagir de manière différenciée à la crise. La question est de savoir si ces évolutions résultent d'un report des naissances ou d'une baisse de la descendance des couples.

L'expérience de la Grèce montre que non seulement la récupération des naissances qui était en cours depuis le début des années 2000 a marqué le pas et que, dans le même temps, les couples plus jeunes ont reporté leurs naissances. Les comportements varient en réalité selon l'âge, les femmes plus âgées n'ayant pas vraiment la possibilité de reporter une naissance. En Italie la crise économique a interrompu la remontée de l'indice conjoncturel de fécondité qui était en cours. Les profils régionaux développés par Maria Carella et Frank Heins montrent des différences profondes entre le Nord du pays où la fécondité remonte légèrement, et la partie sud, où elle était plus élevée mais s'effondre au cours des 10 dernières années. De la même façon, en Espagne la tendance de la fécondité s'inverse : l'indice de fécondité qui connaissait une remontée jusqu'en 2008 amorce une baisse à partir de cette année-là. Ce mouvement à la baisse touche aussi bien les Espagnoles que les Etrangères présentes sur le territoire espagnol. En 2014 la fécondité espagnole est par contre supérieure à celle de 2013. Au Portugal aussi, bien que déjà très basse, la fécondité diminue pour se situer à 1,2 enfant par femme en 2013. Il est trop tôt pour savoir dans quelle mesure le report des naissances affectera la descendance finale.

Des conséquences sur la santé difficilement mesurables

Les effets directs des crises économiques et sociales sont difficiles à percevoir sur les indicateurs généraux de mortalité, et peuvent être ambigus à interpréter. Si l'état de santé se détériore, en raison d'un moindre accès aux soins par exemple, il faut disposer d'indicateurs adéquats pour s'en rendre compte. De plus la morbidité peut évoluer sans que la mortalité soit directement affectée. L'effet sur la mortalité peut aussi être retardé. Il faut donc plutôt étudier les effets possibles de la crise sur l'espérance de vie en bonne santé ou sans incapacité ou sur la morbidité (dépression, hospitalisations pour tentative de suicide, ...).

En France l'espérance de vie croît régulièrement dans les années 2008-2014. Une légère baisse est enregistrée en 2015. Mais l'espérance de vie en bonne santé a légèrement diminué en France comme en Espagne. En Grèce, la dégradation de la situation sanitaire transparaît à travers une plus grande fréquence des suicides (augmentation de 50% entre 2010 et 2015) ou des dépressions (qui passent de 3 à 15% entre ces deux dates). Mais en parallèle, la mortalité par accidents de la route a diminué avec la crise, conduisant à une amélioration des indicateurs de mortalité. L'augmentation de l'espérance de vie se ralentit néanmoins, la mortalité infantile ainsi que les probabilités de décéder au-delà de 65 ans augmentent. En Italie, l'effet de la crise économique sur la santé n'apparaît pas clairement, si ce n'est une réduction de l'espérance de vie à la naissance comme à 65 ans. Qu'il s'agisse de la mortalité infantile ou de la mortalité générale, aucun effet de la crise économique n'est perceptible en Espagne. Au Portugal, en dépit de la réduction des dépenses de santé qui a naturellement eu un effet sur le bien-être des populations, le taux brut de mortalité comme le taux de mortalité infantile n'ont pas évolué à la hausse d'une manière qui soit significative.

Une inversion des courants migratoires

Les pays d'Europe du Sud sont très concernés le phénomène migratoire, étant passés de pays d'émigration à pays d'immigration. Contrairement à ce qu'il en est pour un phénomène tel que la mortalité, l'évolution des flux migratoires est en lien étroit avec la crise économique, en particulier avec la détérioration de la situation sur le marché du travail. Les données disponibles ont tendance à sous-estimer l'immigration (limitée à l'immigration légale) mais on peut faire l'hypothèse que les difficultés rencontrées sur le marché du travail touchent d'une manière similaire la migration illégale. L'immigration serait en décroissance dans les quatre pays du Sud de l'Europe. L'émigration est également sous-estimée (ce sont par exemple en Italie, des données de consulats à l'étrangers, qui dépendent d'un enregistrement individuel des

émigrés, procédure non obligatoire). La tendance générale, dans l'ensemble de ces pays, montre cependant une croissance forte de l'émigration. Ainsi, les soldes migratoires (immigration moins émigration) décroissent dans l'ensemble de la région, comme c'est également le cas en France depuis 2008.

Des variations nationales peuvent être notées. En Grèce, l'émigration touche différents types de résidents : des immigrants qui s'étaient installés en Grèce avant la crise, des jeunes diplômés qui partent poursuivre leurs études à l'extérieur du pays, cas développé dans cet ouvrage par Marie-Noëlle Duquenne, des Grecs plus âgés qui quittent le pays à cause du chômage auquel ils sont confrontés, des enfants ou petits-enfants d'anciens émigrants. En conséquence, à partir de 2010 le solde migratoire est négatif. En Italie, les flux d'émigration connaissent une croissance marquée à partir de 2011, doublant en cinq ans. Ce sont principalement les jeunes adultes, quels que soient leur niveau d'instruction et leur région d'origine, qui partent chercher du travail à l'étranger, au sein de l'Europe (Grande Bretagne, Allemagne, etc.). L'immigration, elle, connaît un renversement de tendance dès 2009. Même si le solde migratoire demeure positif, il a été divisé par quatre en huit ans. La tendance à l'émigration en Espagne prend ses sources avant la crise : l'émigration croît depuis 2003. Mais là aussi, en ce qui concerne l'immigration, on observe une inversion de tendance brutale dès 2008, avec une diminution des entrées jusqu'en 2013. Là le solde migratoire devient négatif dès 2012. Au Portugal la tendance est à la baisse des entrées depuis 2002, mais 2008 marque une nouvelle phase de décroissance. A partir de 2010 l'émigration est encore plus marquée que celle observée en Italie, elle est multipliée par trois en trois ans. Le solde migratoire est négatif.

Les données espagnoles permettent d'aller plus loin dans l'étude de la mobilité spatiale, en apportant des informations sur les migrations internes au pays. Là aussi, la crise a un effet direct : elle limite fortement la mobilité résidentielle, et ce en particulier pour la population étrangère.

En Grèce la tendance s'inverse et des zones rurales en décroissance démographique montrent, au cours des dix dernières années, des soldes migratoires positifs, comme le montre Stamatina Kaklamani. Il s'agit principalement de jeunes et de personnes en fin de carrière qui font le choix de vivre loin de la ville pour des raisons de coût. Pour certains il s'agit d'y développer de nouvelles activités économiques.

En France la mobilité semble moindre pour l'ensemble de la population, avec des déménagements et des acquisitions de logements de moins en moins fréquents. Une augmentation du mal logement est notée. Dans les deux pays, les conséquences sociales de la baisse des revenus des ménages les plus pauvres et de la stabilité – voire de la hausse – perçue sur le marché du logement, conduit à une augmentation notable de la précarité.

Politiques sociales : quel effet amortisseur ?

Tous les pays européens ont développé depuis des décennies un système de protection sociale relativement développé. Ou plutôt des systèmes, car les spécificités nationales et par grands groupes de pays ont déjà été bien identifiés et étudiés, que ce soit sur le plan théorique (Esping-Andersen, 1990) que de manière empirique. Les pays d'Europe du Sud se caractériseraient ainsi par une place très importante laissée à la famille, et en particulier aux femmes, pour soutenir et pourvoir aux besoins matériels de ses membres (Ferrera 1996, Moreno 2006), en opposition aux pays nordiques par exemple, où l'Etat serait en première ligne devant la famille en accordant des prestations et des droits sociaux individualisés. En tenant compte de cette diversité suivant les pays, on peut s'interroger sur le rôle d'amortisseur des politiques sociales après la crise, sur le plan économique et social mais aussi sur le plan démographique, à court et à plus long terme.

Les politiques sociales après la crise de 2008 ont effectivement d'abord joué en Europe un rôle contracyclique, de façon plus ou moins longue et importante selon l'ampleur de leur couverture dans chacun des pays étudiés. L'effet contracyclique résulte de la conjonction de deux aspects : tout d'abord les politiques sociales ont été des « stabilisateurs économiques ». Elles ont en effet atténué les effets de la crise de 2008 et ont limité la spirale de dépression en continuant à soutenir la consommation. Ainsi l'augmentation du chômage a entraîné mécaniquement une croissance des dépenses d'indemnisation du chômage, de même concernant les minima sociaux. Les prestations sociales en général ont permis aux ménages de ne pas connaître une trop rapide et brutale chute de leurs revenus. A cet effet stabilisateur économique mécanique s'est adjoint parfois, selon les pays, des mesures volontaristes de dépenses sociales nouvelles pour contrer les effets de la crise. En France par exemple, la part des prestations sociales dans les revenus moyens des ménages a beaucoup augmenté, passant de 30% à 35% du revenu brut des ménages entre 2008 et 2014 (Insee, 2016) et les politiques sociales ont eu un véritable effet amortisseur de la crise (croissance du nombre de bénéficiaires de l'aide sociale -RSA- et des allocations chômage, etc.).

Cet effet contracyclique a été observé dans tous les pays européens : « la première phase de la crise est marquée, en Europe et dans l'ensemble de la zone OCDE, par une forte hausse des dépenses sociales, tant en part dans le PIB qu'en dépenses réelles. Cette hausse est spectaculaire en 2009. Alors que l'Union Européenne enregistre cette année-là un recul de son PIB de 4,3%, l'ensemble des dépenses sociales a crû, en termes réels, de 5,4% » (Collombet et Hiltunen, 2013).

Mais cet effet contracyclique n'a souvent duré que peu de temps, à peine deux ans, et dès 2011, après une stabilisation dès 2010, on observe un recul des dépenses publiques, et ce de manière particulièrement marquée dans le cas de la Grèce et du Portugal.

En effet, dans un second temps, la protection sociale devient elle-même touchée par la crise et la récession. Son financement est remis en cause, et elle est particulièrement visée par les politiques d'austérité et de réduction de la dette. Tous les gouvernements nationaux ont pris des décisions de réductions dans les dépenses sociales. En France, les réformes des dernières années vont dans le sens d'une remise en cause de l'universalisme de certaines aides (notamment dans le domaine de la famille), et une plus grande spécialisation et ciblage vers les ménages à plus faibles revenus.

Dans le cas du Portugal et de la Grèce (Prokovas, 2013), la réduction des dépenses sociales a été particulièrement forte car demandée par la Troïka. Les coupes dans les prestations régulières de protection sociale (comme les diminutions successives du montant des retraites en Grèce) ont pu être assorties de plans d'urgence (comme au Portugal avec la mise en place d'un réseau de cantines co-financé par la Sécurité sociale). Ceci n'est pas sans rappeler les Plans d'ajustement structurel menés par le passé, où les coupes dans les dépenses sociales régulières et dans les emplois publics allaient de pair avec la mise en place de filets d'assistance sociale (*social safety nets*), dans les situations d'extrême pauvreté.

Même sans intervention directe de la troïka, s'opère un tournant à partir de 2011, lié à un contrôle accru des institutions de l'Union Européenne sur les budgets des Etats membres (Turquet, 2015). Elles interviennent à travers différents mécanismes, indirectement, et, de plus en plus, directement sur les systèmes de protection sociale nationaux. Il s'agit entre autres d'ensembles de règlements et de modes de fonctionnement (le *Six Pack* en 2011, le Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance en Europe de 2012, et le *Two Pack* en 2013) qui renforcent le contrôle *ex post* mais désormais aussi *ex ante* du budget des Etats membres, suivant différents critères et avec des possibilités de sanction et de mise sous surveillance accrue. Ce mode de gouvernance remet progressivement en cause le principe de subsidiarité en

exigeant que des réformes de réduction des dépenses – principalement du système de retraites mais aussi de celui de santé – soient mises en place afin de permettre de respecter les critères budgétaires du Pacte de stabilité.

Cette tendance générale doit être analysée plus en détail suivant les pays et suivant les secteurs de la protection sociale. Elle a pu prendre la forme d'une réduction de la durée des droits ou d'une restriction des conditions d'éligibilité (ce fut le cas au Portugal en 2012 concernant l'indemnisation chômage par exemple). Les contractions des dépenses sociales ont pu porter aussi sur les prestations familiales, réduites ou dont les conditions ont été durcies comme au Portugal et en Espagne en 2011. Il est difficile d'estimer dans quelle exacte mesure et suivant quelle temporalité ces réductions d'indemnisation du chômage et/ou des prestations familiales ont pu influencer ou influent encore sur les comportements de mise en couple et sur les décisions d'avoir des enfants la fécondité, mais elles contribuent certainement à modifier les perceptions, et jouent éventuellement les intentions ou en tout cas sur les calendriers de fécondité. A court terme, elles ont de toute façon eu un effet sur les conditions de vie des familles. On a ainsi observé une croissance du taux de pauvreté des enfants. En Grèce, le taux de pauvreté des enfants (proportion d'enfants vivant dans des ménages situés en dessous de 60% du revenu médian) est monté à 28% en 2012. Si l'on rapporte les revenus des ménages à la médiane de l'année 2008, la proportion d'enfants pauvres dépasse 50% à partir de 2012 (Matsaganis, 2017, p.102). Le taux de pauvreté des enfants croît également en France au cours de la même période (Unicef, 2016)

Des coupes dans les dépenses de santé ont eu lieu assez rapidement, dès 2010 et surtout en 2011 en Espagne, Italie, Grèce (Astolfi et Morgan, 2013, cité par Collombet et Hiltunen, 2013). Or l'accès aux soins de santé est un point sensible, notamment pour certains besoins (vaccination, maladies chroniques) et pour certaines catégories de population (enfants, personnes âgées). L'effet de ces coupes ne se traduit en général pas par une modification immédiate des indicateurs démographiques, mais à moyen terme cela méritera une attention particulière, notamment en termes de morbidité de population et d'espérance de vie en bonne santé.

Enfin, dans tous les pays, une catégorie d'âge a été particulièrement touchée par la crise, celle des jeunes (Lerais, Math, 2013). Comme vu précédemment ils sont particulièrement touchés par le chômage et très nombreux sont ceux, y-compris parmi les diplômés, ayant du mal à s'insérer sur le marché du travail. Le déficit de politiques sociales de soutien à la jeunesse, commun à l'ensemble des 5 pays (en France le RSA n'est ouvert aux moins de 25 ans qu'à des conditions très restrictives) a contribué à amplifier les effets de la crise pour cette population.

Après ces deux temps bien différents, quel avenir se dessine presque dix ans après la crise de 2008 ? Un troisième temps, celui de « l'attente », comme indiqué dans le chapitre sur le Portugal, a sans doute commencé depuis 2015-2016 : celui de la croissance des inégalités, celui de l'observation des effets à moyen terme des réductions des politiques sociales sur la morbidité, sur la fécondité...

Une adaptation à la crise à travers un renforcement de la famille et une évolution des relations entre génération ?

Dès le Traité de Rome, la protection sociale n'a jamais vraiment fait l'objet de consensus permettant de bâtir une politique commune à ce sujet. Mais aujourd'hui, il existe un risque de convergence par le bas lorsqu'elle est utilisée comme variable d'ajustement des politiques d'austérité. Que ce soit pour compléter ou se substituer aux politiques sociales dont l'ampleur se réduit, la famille est de plus en plus sollicitée. Elle l'était déjà de manière traditionnelle dans les sociétés méditerranéennes et cela pourrait expliquer certaines formes de résilience des

populations face à la crise. En France, on observe aussi cette tendance à compter d'abord et de plus en plus sur la famille pour assurer les besoins d'autonomisation des jeunes et le soutien aux plus âgés lorsqu'ils deviennent dépendants. Cela suscite des interrogations concernant la possible croissance des inégalités entre générations, avec une génération du baby-boom qui a bénéficié du plein emploi, de politiques sociales et de retraites favorables, alors que les jeunes d'aujourd'hui ne connaissent pas le plein emploi, que les politiques sociales deviennent de plus en plus ciblées et que les perspectives concernant les retraites permettent d'anticiper une dégradation du niveau de vie des futurs retraités.

Références

Beffy Magali, Clerc Marie-Emilie et Céline Thévenot, 2014, « La France dans l'Union européenne, édition 2014 », Dossier : *Inégalités, pauvreté et protection sociale en Europe*. Insee références.

Collombet Catherine, Hiltunen Anna, 2013, « Depuis 2007 des dépenses de protection sociale en hausse en Europe malgré les coupes » *Informations sociales*, 2013/6 (n° 180), p 82-84.

Collombet Catherine, Hiltunen Anna, 2014, « Impact de la crise sur la pauvreté et les inégalités en Europe » *Informations sociales*, 2014/2 (n° 182), p 26-29.

Esping-Andersen, 1990, *The Three Worlds of Welfare Capitalism*, Cambridge, Polity Press & Princeton, Princeton University Press.

Ferrera Maurizio, 1996, «The 'Southern Model' of Welfare in Social Europe», *Journal of European Social Policy*, pp 17-37

Lerais Frédéric, Math Antoine, 2013, « Jeunes européens en temps de crise », *Informations sociales*, 2013/6 (n° 180), p 32-40.

Matsaganis Manos, 2017, « The Impact of the Great Recession on Child Poverty in Greece », in Bea Cantillon, Yekaterina Chzhen, Sudhanshu Handa, And Brian Nolan (eds), *Children of Austerity, Impact of the Great Recession on Child Poverty in Rich Countries*, Chapitre 5, Unicef et Oxford University Press, New York, p. 94-117.

Moreno Luis, 2006, « Le modèle de protection sociale des pays d'Europe du Sud. Permanence ou changement ? », *Revue Française des Affaires Sociales*, 2006/1, pp 85-101

Outin Jean-Luc, 2013, « Crise financière, crise économique et crise sociale : un enchaînement à hauts risques », *Informations sociales*, 2013/6 (n° 180), p. 10-21.

Pison Gilles, 2011, « Deux enfants par femme dans la France de 2010 : la fécondité serait-elle insensible à la crise économique ? » *Population et Sociétés*, n°476, 4p.

Prokovas Nicolas, 2013, « Les conséquences sociales dramatiques des politiques d'austérité en Grèce », *Informations sociales*, 2013/6 (n° 180), pp 86-93.

Turquet Pascale (dir.), 2015, *La crise de la protection sociale en Europe. Adaptation ou refondation*. Presses Universitaires de Rennes, 137 p.

Unicef, 2016, *La situation des enfants dans le monde 2016. L'égalité des chances pour chaque enfant*, Unicef, New York, 184p.